

Décolonisation des Indes Orientales Hollandaises et de l'Indonésie (La)

Auteur-e-s:

Pieter **EMMER** ^[1]

Résumé

Le Japon sert d'exemple aux nationalistes de plus en plus nombreux des Indes orientales. Pour les apaiser, les autorités coloniales hollandaises instituent des conseils de villages auxquels les Indonésiens peuvent être élus, puis un parlement national en 1918, dont les décisions peuvent cependant être annulées par le gouverneur général hollandais. De nombreux hommes politiques hollandais ne prennent pas au sérieux la déclaration d'indépendance unilatérale, qui intervient en août 1945 après la fin de l'occupation japonaise. En raison de leur obstination, une guerre d'indépendance fait alors rage pendant quatre ans. Sous la pression de Washington, le gouvernement hollandais accepte de transférer la souveraineté aux nationalistes en 1949, les Américains menaçant de suspendre l'aide accordée dans le cadre du plan Marshall. La partie hollandaise de la Nouvelle-Guinée est cependant exclue du transfert, et il faut attendre 1963 pour que le dernier vestige de l'empire colonial hollandais en Asie soit rendu aux Indonésiens, une fois encore grâce à la médiation américaine.

Article

L'attitude hollandaise face aux mouvements d'indépendance dans les Indes orientales

Le nationalisme indonésien moderne ne présente pas les mêmes caractéristiques que les mouvements de contestation qui l'ont précédé, tels que la guerre de Java (1825-1830) ou les diverses formes d'agitation agraire. Le nationalisme des élites, éduquées en Occident, ne cherche pas à rectifier les doléances locales, mais plutôt à unir tous les Indonésiens au sein d'une nation indépendante de la Hollande. Le Japon offre l'exemple d'un pays asiatique capable de s'autogouverner, et qui a même réussi à vaincre la Chine en Corée en 1884 ainsi que les Russes en 1905. En 1912, ces victoires encouragent la formation du premier parti politique des Indes orientales, le Sarekat Islam. Devenu un mouvement de masse aux positions fortement anticapitalistes, il est reconnu comme parti politique par le gouvernement colonial en 1913, et compte bientôt plus d'un demi-million d'adhérents. Il désire voir les Indonésiens exercer plus d'influence politique et milite pour que tous les hommes indonésiens âgés d'au moins vingt et un ans obtiennent le droit d'élire les

divers corps représentatifs présents dans la colonie, pourvu qu'ils sachent lire et écrire. Le deuxième objectif du parti, partagé par bien des fonctionnaires, consiste à obtenir le droit à l'autodétermination des Indonésiens. Quoi qu'il en soit, pour les autorités hollandaises, seule une véritable modernisation économique pouvait justifier l'indépendance complète de l'Indonésie, ce qui ne semblait pas envisageable d'ici la fin du xx^e siècle.

Cherchant à apaiser ceux qui revendiquent plus d'influence politique et le droit à l'autodétermination, les autorités coloniales instituent des conseils dans les villes et villages au sein desquels les Indonésiens peuvent être élus. En 1918, les Hollandais créent de plus un parlement national, le Volksraad (« Conseil du peuple »), permettant lui aussi aux indigènes de siéger. Sur les soixante sièges qu'il inclut, vingt-cinq sont réservés à la minorité hollandaise, cinq à d'autres groupes minoritaires tels que les Chinois et seulement trente aux divers groupes ethniques indonésiens, dont plusieurs sont attribués par le gouverneur général. Le Conseil n'a qu'une fonction consultative : l'exécutif colonial (c'est-à-dire le gouverneur général de Batavie) demeure l'instance décisionnelle finale. Comparée à l'administration britannique en Inde, la fonction publique hollandaise n'emploie presque aucun Indonésien, même aux échelons les plus bas.

De nouveaux partis politiques font leur apparition dans les années vingt, dont les plus importants sont le parti communiste indonésien, ou Partai Kommunist Indonesia (PKI), et le Partai Nasional Indonesia (PNI) nationaliste. Alors que le PKI organise plusieurs grèves et insurrections, le PNI se montre plus prudent. Contrairement aux Anglais, Français et Américains, la Hollande ne se prépare pas à l'indépendance dans l'entre-deux-guerres, mais se comporte au contraire de façon de plus en plus répressive. Plusieurs communistes et nationalistes sont emprisonnés dans un camp infesté de moustiques en amont du fleuve Digul, sur l'île isolée de la Nouvelle-Guinée, renforçant leurs sentiments anti-hollandais. D'après B.C. de Jonge, le très conservateur gouverneur général de l'époque, l'indépendance de l'Indonésie n'interviendrait pas avant 300 (!) ans.

La Seconde Guerre mondiale, 1942-1945 : l'interrègne japonais

Le règne colonial hollandais est brutalement interrompu lorsque les Japonais envahissent les Indes orientales en mars 1942, après leur victoire sur les Américains à Pearl Harbor en décembre 1941, l'armée coloniale et la marine hollandaises s'étant montrées impuissantes à endiguer l'avancée japonaise. La totalité des 30 000 Hollandais vivant dans les Indes orientales se voit forcée de rejoindre des camps de concentration, à l'exception bien sûr de ceux qui parviennent à s'échapper en Australie. Les dirigeants des partis nationalistes indonésiens, au contraire, choisissent de collaborer avec les Japonais dans l'espoir d'obtenir l'indépendance de leur pays une fois le Japon victorieux en Asie. L'occupant force néanmoins de nombreux Indonésiens à travailler dans les mines et les champs pour fournir nourriture et matières premières au Japon. Malgré l'animosité suscitée par ces pratiques, bien des Indonésiens demeurent plus opposés aux Hollandais qu'aux Japonais. Finalement, lorsque la

défaite du Japon paraît imminente, les dirigeants du PNI, emmenés par Sukarno, proclament l'indépendance de l'Indonésie le 17 août 1945.

Les Indes orientales deviennent l'Indonésie : la lutte pour l'indépendance

La plupart des hommes politiques hollandais ne prennent pas au sérieux la déclaration unilatérale d'indépendance de l'Indonésie, celle-ci étant le fruit d'hommes ayant collaboré avec le Japon. La Hollande tout juste d'être libérée, en mai 1945, de l'occupation allemande, on compte alors sur le retour de la situation d'avant-guerre. Une Hollande amputée de l'Indonésie est en effet impensable : la stature internationale du pays en serait dramatiquement diminuée. Par ailleurs, les économistes hollandais évaluent (à tort) que les Indes orientales contribuent à 7 % du PNB, tandis qu'à La Haye, on estime que Sukarno et les autres chefs de file nationalistes doivent être écartés le plus rapidement possible du pouvoir. On pense que ces nationalistes, qui ont collaboré avec les Japonais, ne représentent qu'une infime partie du peuple indonésien, lequel demeure *a priori* loyal à la Hollande. La situation difficile des Pays-Bas annule tout espoir de retour à la situation d'avant-guerre, les ports sont détruits et les troupes hollandaises ne disposent que de quelques navires (et d'encore moins de dollars pour acheter du pétrole). Les troupes anglaises et indo-britanniques ont beau avoir chassé les Japonais des Indes orientales, elles semblent néanmoins avoir collaboré avec les nationalistes. Il est donc impératif que les Hollandais reviennent et restaurent l'ordre. L'Indonésie obtiendrait de fait l'indépendance dans un lointain futur, comme l'avait promis la reine de Hollande en 1942, lors d'un discours radiophonique à l'intention du pays, prononcé en exil depuis Londres.

L'obstination hollandaise entraîne l'Indonésie dans une guerre de décolonisation pendant quatre ans. Le gouvernement nationaliste est fait prisonnier, mais doit être relâché sous la pression des Nations Unies. En Hollande, toute une génération se voit conscrire après l'occupation allemande pour combattre en Indonésie, se comportant parfois avec une cruauté que les Hollandais attribuaient auparavant aux Allemands. Le gouvernement hollandais finit par accepter l'indépendance indonésienne sous la pression des États-Unis, Washington menaçant de couper l'aide accordée aux Pays-Bas par le plan Marshall. Sukarno et les indépendantistes indonésiens ont la préférence des Américains, qui espèrent ainsi empêcher que l'Indonésie indépendante ne tombe aux mains des communistes. La pression exercée par les États-Unis conduit au transfert de la souveraineté au gouvernement nationaliste d'Indonésie en 1949, seule la partie hollandaise de la Nouvelle-Guinée n'étant pas concernée. En 1963, les derniers vestiges des Indes orientales hollandaises sont aussi rendus à l'Indonésie, Sukarno menaçant de déclencher une nouvelle guerre coloniale et les États-Unis faisant à nouveau pression pour que les Hollandais abandonnent leur dernier bastion en Asie.

Les conséquences

Trois groupes se sentent trahis par le transfert du pouvoir en Indonésie : le groupe indo-hollandais, la

minorité chinoise et les soldats indonésiens de l'armée coloniale hollandaise. De nombreux Indo-Hollandais émigrent alors, principalement en direction de la Hollande. Ayant pour la plupart fréquenté des écoles hollandaises, parlant le Hollandais et étant pour beaucoup des fonctionnaires, les 300 000 migrants indo-hollandais s'intègrent sans trop de difficultés à la société métropolitaine, à l'instar des pieds-noirs de France. Environ 6 000 Chinois, bien éduqués eux aussi, abandonnent l'Indonésie au profit des Pays-Bas. Les soldats indépendants de l'armée coloniale hollandaise représentent un problème plus important, notamment les 4 000 d'entre eux issus de l'archipel des Moluques, dont la population s'est convertie au christianisme, et où de nombreux hommes se sont enrôlés dans l'armée coloniale. Que faire de ces soldats, qui ne peuvent être intégrés à l'armée de la République d'Indonésie nouvellement formée, contre laquelle ils se sont battus si longtemps sous la houlette du commandement hollandais ? Après avoir débattu de la question, le gouvernement hollandais fait venir les soldats moluquois avec leurs familles (12 500 personnes au total) aux Pays-Bas. Leur séjour est alors compris comme simplement temporaire, le gouvernement hollandais s'attendant à ce que l'Indonésie s'effondre sur elle-même, laissant diverses entités régionales libres de créer leur propre république. Une République des Moluques du Sud est d'ailleurs effectivement proclamée (et existe encore à ce jour sur le papier). Quoi qu'il en soit, le gouvernement de Jakarta finit par écraser l'insurrection et l'Indonésie survit en tant qu'État unifié. Les soldats moluquois finiront par ne jamais rentrer chez eux et par accepter la nationalité hollandaise, après de nombreuses années de pourparlers.

Bibliographie:

Frederick, William H., *Visions and Heat : The Making of the Indonesian Revolution*, Athènes, Ohio University Press, 1989.

Reid, Anthony, *The Indonesian National Revolution 1945-1950*, Upper Saddle River, Prentice Hall Press, 1975.

Lijphart, Arend, *The Trauma of Decolonization. The Dutch and West New Guinea*, New Haven, Yale University Press, 1966.

URL source:

<https://ehne.fr/article/leurope-les-europeens-et-le-monde/les-europeens-et-les-decolonisations/la-decolonisation-des-in-des-orientales-hollandaises-et-de-lindonesie>

Liens

[1] <https://ehne.fr/auteur/pieter-emmer>